

Quelle gauche?

L'autre Amérique. Les Américains contre l'état de guerre, textes choisis et présentés par Daniel Bensaïd, Eustache Kouvélakis et Sébastien Budgen, traduit de l'anglais par Eustache Kouvélakis. Éditions Textuel, « La discorde », 192 p.

Maxime Blanchard

Numéro 191, juillet-août 2003

L'intellectuel dans l'espace public : censure et autocensure

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/18223ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (imprimé)

1923-3213 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Blanchard, M. (2003). Quelle gauche? / *L'autre Amérique. Les Américains contre l'état de guerre*, textes choisis et présentés par Daniel Bensaïd, Eustache Kouvélakis et Sébastien Budgen, traduit de l'anglais par Eustache Kouvélakis. Éditions Textuel, « La discorde », 192 p. *Spirale*, (191), 18-19.



QUELLE GAUCHE ?

L'AUTRE AMÉRIQUE. LES AMÉRICAINS CONTRE L'ÉTAT DE GUERRE

Textes choisis et présentés par Daniel Bensaïd, Eustache Kouvélakis et Sebastian Budgen. Traduit de l'anglais par Eustache Kouvélakis. Éditions Textuel, « La discorde », 192 p.

ARTICLES publiés dans des revues progressistes, conférences prononcées sur les campus, entrevues accordées à la radio, les textes d'écrivains, d'activistes et d'universitaires de *L'Autre Amérique* furent écrits au moment de l'invasion de l'Afghanistan, mais trouvent des échos immédiats alors qu'à la télé retombe l'imposante statue de Saddam Hussein. Bensaïd, Kouvélakis et Budgen, les auteurs du recueil, ont voulu ces interventions représentatives de la gauche états-unienne. À les lire, on se réjouit d'une rare critique, venue de l'intérieur, de l'Amérique belliqueuse. Car, si ailleurs dans le monde rugit un antiméricanisme parfois primaire (c'est tellement mieux chez nous, n'est-ce pas?), souvent justifié, il existe aux États-Unis un consensus autour des campagnes militaires, une quasi-unanimité à peine troublée par les spectaculaires manifestations anti-guerre. Il faut toutefois ne pas exagérer l'influence des interventions de *L'Autre Amérique* destinées aux auditeurs convaincus de la National Public Radio, aux lecteurs artistes du *Village Voice*, aux abonnés gauchistes de *The Nation* et aux cercles lettrés de Berkeley. Soulever la question de la réception dans une société américaine si imperméable à la critique n'est que stratégique. À quel public les intellectuels américains s'adressent-ils ? Ce n'est pas que les auteurs de *L'Autre Amérique* pêchent par un style compliqué. Au contraire, ils donnent plutôt l'impression de faire du rattrapage pédagogique, c'est-à-dire une espèce de journalisme compensatoire où s'accumulent les faits, les chiffres et les cas, aux dépens d'une pensée plus théorique, plus profonde, plus évocatrice. Que les intellectuels fassent un travail de journaliste, cela est tonique. Que les intellectuels fassent le travail des journalistes, à leur place, cela n'est pas sans conséquence sur la pensée.

La critique de « l'état de guerre » telle qu'elle est présentée dans le recueil de Bensaïd, Budgen et Kouvélakis s'organise clairement autour de deux dénonciations assez prévisibles : la censure et l'impérialisme. Une analyse des valeurs américaines qui aurait pris la forme d'une autocritique et d'un examen de conscience n'émerge pas.

Taire l'opposition et la critique

« Nous » sommes au pays de la liberté, de la liberté d'expression. Opposés à l'invasion de l'Irak, Susan Sarandon, Tim Robbins, Jessica

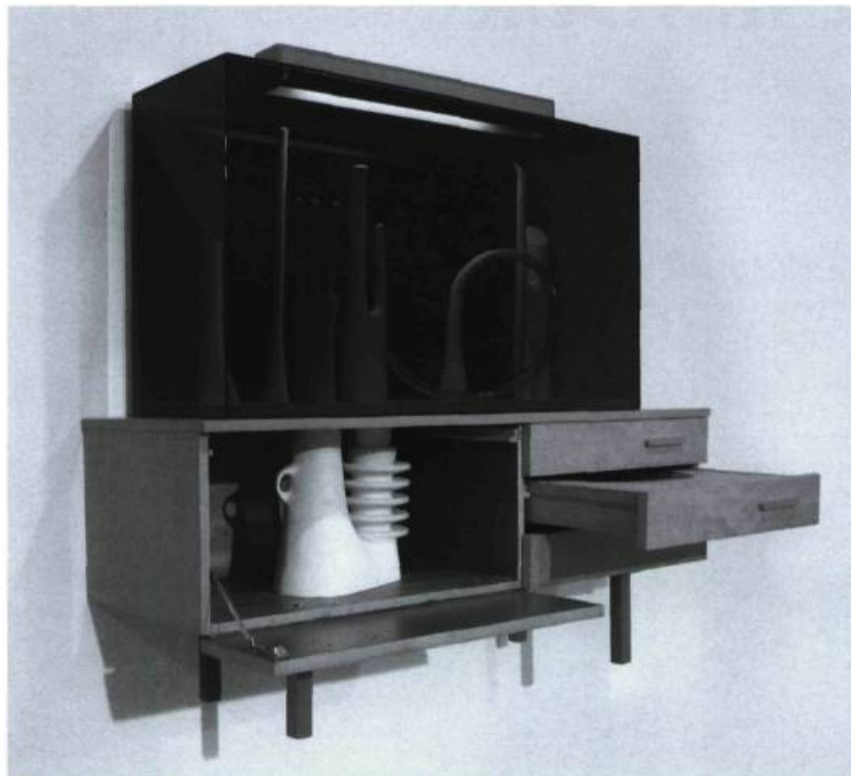
Lange, les Dixie Chicks se voient menacés de représailles. La chanteuse Madonna doit stopper *in extremis* la diffusion de son dernier clip dans lequel elle lance une grenade à George W. Bush. En visite aux États-Unis, Jeanne Moreau la pacifiste est traitée avec grossièreté par un animateur de télé. Pour avoir émis des réserves sur la guerre, le journaliste Peter Harnett est congédié. Depuis le 11 septembre 2001, sévit une terreur qui limite la parole et les droits. Alex Cockburn et Jeffrey Saint Clair parlent d'un état d'exception qui, au nom de la sécurité intérieure, permet désormais la torture et les arrestations à vue des « terroristes ». Qui seront les prochains terroristes du martial président américain ? Ronald Dworkin passe en revue les nombreuses et arbitraires atteintes à la vie privée du *Patriot Act* qui étend démesurément les pouvoirs de la police. Sait-on qu'il est maintenant possible de saisir et lire le courrier électronique d'un suspect ? Personne ne s'émue, personne ne bouge. Comment comprendre cette passivité ? L'indifférence à l'actualité et le patriotisme rétrograde n'expliquent qu'en partie la paralysie. Dans *Bowling for Columbine*, le documentaire de Michael Moore, le chanteur Marilyn Manson parle éloquentement d'une lucrative campagne de peur menée par les médias : microbes, empoisonnement alimentaire, épidémies, incendies, meurtres, accidents de voiture, tireurs fous, dictateurs menaçants. Pour Manson, ce discours de l'horreur et de paranoïa est celui du capitalisme : il faut consommer pour se protéger et se rassurer. Dans une langue plus universitaire, Mike Davis explicite cette panique, ce retour du refoulé, cet inconscient du 11 septembre 2001. Ces avions défonçant des gratte-ciel qui s'enflamment ne rappellent que trop les prophéties apocalyptiques de films hollywoodiens, de *Independance Day* à *Armageddon*, en passant par *Deep Impact*. Il s'agit là d'un imaginaire de la catastrophe et d'un complexe du persécuté auquel répond un phantasme de toute-puissance : « *we will prevail* », lit-on partout. Par ailleurs, la haine soudaine du Musulman et de l'Arabe ne trouve-t-elle pas son origine dans la peur de l'homme noir dont parle Frantz Fanon ? Dans cette terreur du non-Blanc ? Dans ce passé d'esclavage ? Finalement, l'obsession des armes bactériologiques et chimiques, faux prétexte à la guerre « préventive » en Irak, n'apparaît que comme la version délirante d'une préoccupation déjà passablement maniaque et morbide pour la santé (dont on connaît la variante québécoise, nettement

plus provinciale, avec sa fixation débile sur les urgences et les listes d'attente) : obésité, allergies, aseptisation, thérapie, chirurgie plastique des vedettes, envahissantes publicités télévisées de médicaments avec leur liste comique d'effets secondaires, inaccessibilité au système de santé. Très critique de cet « *American way of life* », Gore Vidal n'hésite pas à parler d'un pays « *docile* », « *plus ou moins fondamentaliste, et légèrement demeuré* », gouverné par un « *imbécile, un idiot, un médiocre* ».

Les formes de l'impérialisme

La psychose américaine prend des proportions planétaires et devient volonté de domination. Comme l'indiquent Arno Mayer et Michael Mann, cette suprématie du monde s'exerce d'autant plus librement qu'elle est sans rivale. Certes, il y a toujours eu des pouvoirs impériaux. Cependant, pour la première fois dans l'histoire occidentale, une colossale force armée conquiert sans opposition. À la puissance militaire américaine s'ajoute le contrôle des échanges économiques. Angela Davis parle avec lucidité de l'entreprise « civilisationnelle » des États-Unis, c'est-à-dire de l'imposition d'un système capitaliste qui favorise la circulation de l'argent. À cet égard, dit-elle, la mondialisation ne désigne qu'une hypocrite postcolonisation commerciale. L'impérialisme américain revêt d'ailleurs un aspect religieux caractéristique de toute mission colonisatrice. Faut-il compter les « *God Bless America* » ? Faut-il rappeler l'intégrisme et le fondamentalisme « *born again* » de l'entourage de George Bush, sa vision apocalyptique et manichéenne du monde ? L'inépuisable Noam Chomsky s'attaque lui aussi, à sa manière, au contrôle du discours et à la propagande. Qui définit le terrorisme et le terroriste ? se demande-t-il. Faire crouler les gratte-ciel du World Trade Center est déclaré acte terroriste, mais bombarder l'Afghanistan se justifie par la légitime défense de la liberté. Dans les officines du CIA, des experts dressent le portrait type du terroriste dont le fanatisme ne s'explique que par la pauvreté et la dictature que seuls le libre marché et la démocratie, garants de la prospérité et du choix, peuvent enrayer. « *Lâchons nos chars, établissons l'économie libérale. C'est parce qu'ils ne sont pas comme nous qu'ils sont contre nous.* »

Cette arrogance de la politique américaine, qui n'a d'autre but que l'assimilation, prend une forme ambiguë chez Howard Zinn qui décrit les



Michel de Broin, *Modern Phallacious*, 2002, vanité, plastique et plâtre, 120 cm X 120 cm X 43 cm.

États-Unis comme une « *super-puissance humanitaire* » : autrement dit, comme une méga-organisation caritative. Ne semble-t-il pas paternaliste de lier le sort du monde à la charité américaine ? Au début du siècle, quand la propriétaire d'un grand magasin lègue son immense fortune à ses employés, Jean Jaurès s'exclame : « *Et si elle ne l'avait pas fait !* » La justice ne peut se fonder sur les caprices du philanthrope, aussi bien intentionné soit-il. Superficielle, la complaisante proposition de Zinn s'aveugle sur l'histoire et la dynamique de la puissance américaine. Cette acceptation du *statu quo* s'inscrit dans la notion de justice de John Rawls, philosophe prisé de l'université américaine. À cet égard, Bensaid et Kouvélakis font remarquer que « *l'éthique de la puissance* » de Rawls donne le droit aux puissances occidentales, en l'occurrence aux États-Unis, d'intervenir dans les pays « sous-développés » au nom du Bien. En fonction d'un prétendu succès économique, preuve irréfutable d'une réussite morale, il faut éclairer des lumières états-uniennes tous les peuples de la Terre. Aux coupables conscients de l'être, aux malaisés du confort, aux embourgeoisés qui ne veulent pas remettre en question un système d'exploitation dont ils profitent, Zinn et Rawls fournissent les excuses d'une pensée de l'accommodement.

La non-pensée

Par non-pensée, il faut entendre une pensée a-radical, sans contexte et superficielle. Dénoncer l'impérialisme américain ne suffit pas,

insiste Edward Saïd qui tente de le situer historiquement et politiquement. Les attaques du 11 septembre 2001 voulaient venger l'Islam de l'attitude américaine au Moyen-Orient, notamment dans le conflit israélo-palestinien. Pour Manning Marable, l'indéniable culpabilité de Ben Laden, maître d'œuvre des attentats du World Trade Center, ne doit pas faire oublier la responsabilité des États-Unis qui ont provoqué la haine. Si Judith Butler reconnaît aussi l'importance d'admettre les culpabilités, elle note qu'accuser Ben Laden de folie ou blâmer catégoriquement la politique étrangère des États-Unis met fin au débat. Car, dans un cas comme dans l'autre, on se décharge de penser. Réduire Ben Laden à sa fureur personnelle empêche de comprendre la colère du monde arabe et d'assumer une responsabilité collective américaine. Aux États-Unis, poursuit Butler, le débat autour des attentats de New York n'a pas eu lieu, éclipsé au profit de l'accumulation des récits de tragédie intime, récupérés par la propagande militaire. On a vulgarisé le débat sur les collectivités arabe et américaine par le pathos individuel.

On est incapable de penser la collectivité aux États-Unis. Le terme fourre-tout de « communauté », très à la mode, ne désigne que la somme des individus et des ambitions, parfois des sous-groupes ethniques ou des agglomérations de clients : non pas un projet de société. Cette « *autre Amérique* », qui défie George W. Bush et sa politique extérieure, ne remet pas en question les valeurs fondamentales américaines qui autorisent pourtant le

néocolonialisme des USA. À quand une analyse du libéralisme, de l'individualisme, du multiculturalisme ? Que ces vérités libérales aillent à l'encontre de tout projet de société, qu'elles empêchent les États-Unis de se concevoir comme collectivité solidaire, cela ne regarde sans doute que les Américains. La gauche américaine n'apparaît alors, en définitive, que libertaire, essentiellement soucieuse des libertés individuelles et des droits minoritaires, impuissante à proposer une vision globale de la société et une critique du capitalisme. Complice parce qu'elle ne critique pas l'essentiel, l'« *autre Amérique* » fait le jeu du pouvoir en prenant la pose de l'opposition. Car l'impérialisme américain voit le monde comme une série d'individus à affranchir de leurs anciennes identifications ; car il nie le monde dans sa vraie diversité, c'est-à-dire comme assemblage de cultures, de modèles et de collectivités, à juger autrement qu'à l'étalon de l'individualisme et du multiculturalisme. C'est ce qu'il aurait fallu dénoncer. L'absence de projet de société que prône le libéralisme américain, ce que Fernand Dumont appelle l'idéologie de la non-idéologie, s'impose au reste du monde, par la force militaire, par Hollywood et par les multinationales, au nom de la liberté, en tant que liberté. À quelques exceptions près, les intellectuels de « *l'autre Amérique* » ne pensent pas qu'on puisse ne pas être américain, qu'on ait envie de ne pas être américain, qu'on doit ne pas être américain.

MAXIME BLANCHARD